

Expansion des exportations—Loi

Quelqu'un se souvient-il d'avoir lu des articles, à propos de l'Indonésie au cours des deux ou trois derniers mois, dans lesquels on expliquait que tous ces banquiers américains intelligents, ces banquiers débonnaires et habiles qui avaient investi un peu partout dans le monde s'étaient rassemblés parce que l'Indonésie allait se trouver sur la paille—la Pertomax, quel que soit son nom, était le grand monopole. Je ne dirais pas quelle partie du corps montait. Vous connaissez tous bien cette expression. Toutes ces banques ont dû se concerter et s'occuper de l'Indonésie qui a d'énormes ressources en pétrole, des puits de pétrole, et qui pourtant ne pouvait respecter ses obligations. On a dû proroger les prêts. Les députés sont mieux de se préparer à voir le genre de pertes que subira la Société pour l'expansion des exportations.

Les témoignages entendus au comité ont démontré que la Société pour l'expansion des exportations a d'abord proposé au gouvernement de reculer ces limites l'automne dernier. On peut le constater à la page 39 du fascicule 29. En octobre ou en novembre dernier, la Société pour l'expansion des exportations a dit au ministre de l'Industrie et du Commerce qu'il faudrait reculer les limites—qu'elle allait manquer de fonds au cours de l'année. Le ministre a traîné, lambliné; il a musardé et en a discuté avec ses collègues du cabinet. Il est allé se promener à l'époque de Noël, il a visité sa circonscription, s'en est inquiété et s'est demandé s'il ne devrait pas l'échanger contre une autre—ce qu'il devrait faire d'ailleurs car, s'il espère se faire réélire il devrait quitter l'Alberta—il a fait toutes ces choses, mais sans agir sur le plan de la mesure touchant la SEE. Puis en avril, il a eu le culot de se présenter à notre critique financier pour lui dire que son bill était prêt et qu'il voulait le faire adopter par la Chambre en moins de deux, soit en 24 heures, sans quoi il dirait aux exportateurs canadiens que nous retardons leurs crédits entraînant la ruine des exportations canadiennes.

Où est-il aujourd'hui? Il est censé être à Toronto, où il essaie de démêler l'imbroglio de l'automobile, ce gâchis, ce mauvais accord. Voilà où il est aujourd'hui. Otto en a tout son souï, et Jack est à Toronto. Il en a probablement son souï aussi d'avoir à s'occuper de l'accord sur l'automobile. Aussi, pas étonnant qu'il ne soit pas ici. Je ne lui reproche pas. Si j'avais pareil gâchis dans mon assiette, je serais à Toronto moi aussi. Au lieu de cela, nous sommes ici entraînés d'essayer de faire marcher le pays.

L'an prochain, vous ne serez plus ici, les amis. Vous serez de notre côté, et nous du vôtre. Nous écouterons toutes vos folles critiques. Aussi bien vous y habituer. Nous serons là-bas à résoudre les problèmes.

Voici un autre point intéressant. Les points intéressants sont si nombreux que nous avons de la chance d'avoir autant d'amendements. Le président de la Société a déclaré au comité que la SEE avait pour 6 à 7 milliards de dollars de dettes. En d'autres termes, monsieur l'Orateur, si vous voulez décrocher un marché dans un pays étranger, vous allez à la SEE, qui étudie votre projet et peut vous dire: «Oui, nous sommes prêts à vous aider. C'est un marché de 100 millions de dollars. Oui, si cela marche comme vous l'entendez, nous vous garantirons les 100 millions.»

● (2032)

Cependant, ce n'est pas un engagement par contrat. C'est une sorte de lettre d'encouragement ou d'engagement moral,

[M. Crosbie.]

mais ce n'est pas un engagement par contrat. Il peut se passer un an ou deux avant que la SEE soit obligée de s'engager par contrat à vous garantir les 100 millions de dollars ou à vous les avancer. Au moment où nous parlons ici à la Chambre, d'après des renseignements obtenus il y a deux ou trois semaines, la SEE a garanti 6 ou 7 milliards de dollars par lettres à diverses sociétés ou firmes canadiennes et s'est engagée à financer des projets qu'elles espéraient mener à bien. Les obligations et engagements de la SEE ne sont donc pas seulement les sommes qu'elle doit payer ou qui ont été promises par contrat, mais aussi les 6 ou 7 milliards de dollars qu'elle s'est engagée à fournir pour ainsi dire moralement et qu'elle serait très mal vue, comme le gouvernement et le pays, de ne pas fournir.

Mais alors, cette somme de 6 ou 7 milliards dépasse de beaucoup la limite. Je demande au député de York-Simcoe si c'est bien vrai que la somme de 6 ou 7 milliards ajoutée à ce que la Société a dépensé jusqu'ici dépasse sensiblement la limite?

M. Stevens: Assurément.

M. Crosbie: La SEE a donc dépassé le montant maximum fixé dans le projet de loi à l'étude.

M. Stevens: C'est son affaire.

M. Crosbie: C'est son affaire, comme le dit le député de York-Simcoe (M. Stevens). Dans ses lettres d'engagement, qui ne sont pas exécutoires, elle dépasse de beaucoup les limites imposées dans le projet de loi à l'étude. Nous nous posons la question suivante: une société de la Couronne peut-elle faire en sorte que nous soyons tenus, que nous le voulions ou non, d'honorer ses obligations et ses engagements, non simplement ceux d'ordre juridique, mais aussi ceux que nous respecterions à titre personnel? Je crois que si tel est le cas, il importe d'examiner minutieusement ce qui se passe au sein de la SEE.

J'ai parlé cet après-midi des dangereuses tendances goldfarbiennes de la SEE dans sa publicité, et je n'ai donc pas besoin d'entrer dans les détails ce soir. Cette publicité est mensongère et à saveur partisane; les chiffres sont truqués par les libéraux. C'est tout à fait digne de Goldfarb, et il est évident que pour monter dans la hiérarchie de la SEE, il faut savoir s'aplatir devant les libéraux. Cela vous méritera de l'avancement, et cela paraît dans la publicité.

Au fait, cet après-midi, à plusieurs reprises, il n'y avait pas un seul ministre à la Chambre. Le vide ministériel complet. Même quand ils sont présents, c'est le vide, mais cet après-midi, les ministres eux-mêmes brillaient par leur absence lors de l'étude de ce bill de 26 milliards.

En terminant, monsieur l'Orateur, je résumerai ces divers arguments en disant que la SEE est par trop imprudente en accordant du crédit. Elle court des risques beaucoup trop grands. Elle ne s'en soucie guère. Vingt-six milliards: qu'est-ce après tout? Un milliard par-ci, un milliard par-là. C'est comme ça que procède la SEE. Vous auriez tous dû assister à la séance du comité. Vous auriez vu et entendu. Ce vieux C. D. Howe disait: «Qu'est-ce qu'un million?» Il y a de quoi vous décrocher les mâchoires. Le pays tout entier est tombé à la renverse. S'il a demandé «Qu'est-ce qu'un million?», voici une organisation qui demande «Qu'est-ce que 26 milliards?» Elle est très placide, désinvolte et nonchalante à propos des risques du crédit et de la souveraineté. C'est la grande championne de la souveraineté. Je n'ai jamais tant entendu parler de la souveraineté que depuis que je me suis joint à ce comité, et